

Ce que l'Europe coûte à la domination politique « ordinaire »

MARINE DE LASSALLE

Cet article s'appuie sur les résultats (provisoires) d'une enquête¹ au cours de laquelle j'ai réalisé une analyse secondaire d'entretiens semi-directifs initialement conçus pour interroger les perceptions qu'avaient de l'Europe² des citoyens profanes. On centrera l'attention sur les enquêtés « dominants », ceux qui sont réputés être socialement bien (ou mieux) disposés – en termes de diplômes ou de position sociale et politique – à l'exercice de la compétence politique. Tout d'abord parce que l'on ne sait finalement pas grand-chose de cet exercice par ces dominants ordinaires³, dont les pratiques sont plus souvent inférées de propriétés sociales et politiques que réellement documentées par des enquêtes empiriques. Ensuite parce qu'ils offrent l'occasion d'observer concrètement, à partir de leurs rapports ordinaires (sans débouchés spécifiques⁴) au politique et à l'Europe, ce que les institutions européennes font à leur

autorité politique de dominants. La compétence politique est en effet doublement définie par une compétence technique (connaître l'offre politique, maîtriser le langage politique légitime, discerner les différences entre partis et groupements en présence, etc.) et une compétence sociale ou statutaire, liée aux caractéristiques sociales et culturelles et jouant dans le sens d'une obligation à avoir une opinion politique. On voudrait montrer que l'Europe, à condition de ne pas l'autonomiser, comme cela est habituellement fait, et de la prendre comme un objet de politique « ordinaire », c'est-à-dire « comme un outil d'analyse de problèmes ou d'enjeux plus généraux⁵ », est coûteuse pour les dominants ; elle déstabilise leur compétence politique, voire elle transforme les conditions mêmes de son exercice en modifiant le capital culturel qui en est au fondement.

1. « Voix et voies de la politique. Pour une sociologie des rapports au politique et des transformations du capital culturel ». Mémoire de HDR en sociologie, octobre 2013, université de Nantes, 356 p.

2. Gaxie (D.) et alii (dir.), *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, 2011.

3. Mariot (N.), « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, 92, 2010, p. 165-194., p. 172 et s.

4. La conjoncture de notre enquête, réalisée en 2006-2007 nous y conduit.

5. Georgakakis (D.), « La sociologie historique et politique de l'Union européenne : un point de vue d'ensemble et quelques contre-points », *Politique européenne*, 25(2), 2008, p. 53-85, p. 67.

Le coût du découplage entre compétence statutaire et compétence technique à parler d'Europe

Ainsi qu'on l'a développé ailleurs⁶, l'offre politique européenne est différente, dans sa structure et ses caractéristiques, de l'offre politique ordinaire : construction à distance des sociétés et des États nationaux, dépolitisation et langage de la « gouvernance » favorisés par les interdépendances et le jeu institutionnel, illisibilité des formes politiques et institutionnelles adoptées, invisibilité du personnel politique, monde « hors-sol » qui structure les rôles et les pratiques des « passeurs d'Europe », etc., concourent à l'étrangeté d'un monde institutionnel qui peine à s'incarner aux yeux des citoyens « compétents ». De ce point de vue, leur rapport à l'Europe s'analyse comme le produit d'un découplage entre une compétence statutaire à laquelle ils se sentent assignés et une compétence technique que la façon dont les institutions européennes se donnent à connaître interdit la plupart du temps d'exercer. Par rapport à ce qui se passe quand la compétence politique technique procède de la socialisation des classes dominantes scolarisées (et *a fortiori* politisées) et est corrélée avec la compétence statutaire, la compétence à parler d'Europe requiert une « compétence au carré⁷ », soit des expériences en propre de l'Europe. Celles-ci peuvent être académiques, liées à une activité professionnelle, politique ou associative, mais elles tirent leur efficacité distinctive de l'accès à un « monde » qui ne se donne pas habituellement à voir.

Ainsi Amelia, jeune diplômée de M2, entretient une familiarité scolaire avec

l'Union européenne (expérience Erasmus, enseignements sur l'Europe, visites des institutions, mémoire de master consacré à la question de *l'Union européenne et l'environnement*), redoublée par des contacts familiaux qui travaillent dans les institutions européennes, et encore renforcée par une activité politique (elle est militante chez les Verts, dont elle a été la représentante au Conseil régional des jeunes à Nantes).

« Ça peut être aussi une nouvelle manière de faire de la démocratie ; quand on parle de *lobbies* dans l'Union européenne – des *lobbies* des grandes entreprises, mais il y a aussi beaucoup de *lobbies* d'associations environnementales – [...] pour moi, c'est aussi une autre forme de démocratie, qui marche peut-être bien. [...] Les fédérations, c'est des associations de citoyens – donc c'est aussi un autre moyen de s'exprimer. Le rapport de forces, il se fait pareil, dans ce genre de négociation ou dans ce genre de *lobbying* qu'en vrai... ça se passe à un autre niveau, c'est tout. »

Les différences entre les femmes et les hommes, entre les personnes d'âge mûr ou les plus jeunes, entre les politisés et les plus indifférents mais aussi entre les plus diplômés et ceux qui le sont moins, peuvent alors se retrouver réduites lorsqu'il est question de parler d'Europe, les expériences en propre de l'Europe de toute nature supplantant les formes de savoirs habituellement requis par la compétence technique. À l'inverse, un certain nombre de ceux qui sont des parangons de l'exercice de la compétence politique ordinaire, se révèlent fort dépourvus lorsqu'il est question d'exercer la compétence technique requise par leur niveau de compétence statutaire.

François, ingénieur agronome, responsable d'un bureau d'étude et travaillant pour un grand groupe international investi dans les questions environnementales,

6. de Lassalle (M.), « Les mondes de l'Europe », in Gaxie (D.) et alii, *op.cit.*, p 211-233.

7. Lehingue (P.), « Faut-il être compétent pour parler d'Europe », *ibid.*, p. 175-188.

ayant eu des activités politiques comme militant au RPR et conseiller municipal d'une petite commune d'Anjou, ne sait plus sur quelle réalité s'appuyer lorsqu'il est question de donner son point de vue sur l'Europe. Il évoque le plombier polonais, mais montre à cette occasion qu'il confond Schengen et Bolkestein et manifeste qu'il n'a pas compris le sens de la directive avant de « sécher » sur les nouveaux membres « Oh mon dieu... ! Oh mon dieu... ». Rien ne l'a marqué ou ne retient réellement son intérêt – ni l'euro, ni l'élargissement, ni Schengen, dont sa seule appréciation est que « c'est sympa de ne pas montrer ses papiers ». Loïc, doctorant en philosophie, assistant parlementaire d'un député NPS éprouve également des difficultés à politiser l'Europe. « Finalement ma conception de l'Europe c'est beaucoup le voyage finalement. C'est des choses qui apportent finalement mais... Mais la politique ne se joue pas dans les voyages, ou alors elle se joue dans ce qu'on en retire. »

Nombre d'enquêtés laissent alors percevoir leur anxiété, leur incompréhension voire leur indignation devant cette absence d'offre qui, les privant de compétence technique, rend plus malaisé l'exercice de leur compétence statutaire. Dans les entretiens cela se traduit par diverses expressions de sentiments de honte ou de culpabilité – adressées à soi ou aux institutions – liées au fait de ne pas se sentir techniquement à la hauteur de ce que réclame son statut : « J'avoue que je ne me donne pas beaucoup de peine pour chercher. Je devrais à notre niveau socio-éduco-culturel connaître beaucoup mieux le fonctionnement de l'Europe, que je ne le connais. [...] En principe ça devrait être dans l'air et je devrais l'avoir absorbé. [...] Ça devrait être des choses que nous on connaît. [...] Enfin on sait à peu près quand même comment marche le système français. [...] Je ne

sais pas si c'est plus compliqué [pour l'Europe] mais je connais moins bien. [...] Les informations ne viennent pas de la même façon. Les informations ne viennent pas toutes seules⁸ »

Il convient alors de nuancer le postulat d'une construction autonome de la compétence politique par l'axiomatique politique tant dans sa constitution initiale (liée à des dispositions strictement politiques) que dans les formes de son actualisation (strictement liées à l'offre politique). Notre analyse montre que si cette autonomie est nécessaire à l'exercice de la compétence à parler politique, elle n'est pas suffisante. Mettre l'accent sur le travail d'actualisation permanent que requiert son exercice permet de souligner à quel point la compétence politique ordinaire dépend aussi de marchés de conversations ou d'arènes de controverses « privées ». Ils contribuent à produire et nourrir le point de vue en incitant à rechercher de l'information spécifique et en alimentant ainsi en continu une compétence politique « technique ». Ces liens relationnels viennent relativiser une opposition trop souvent opérée – depuis *Personal Influence*⁹ – entre les opinions des classes supérieures scolarisées, fondées ou constituées à partir de savoirs formels et objectifs, et les opinions des fractions de classes moins instruites, construites à partir d'expériences concrètes et des opinions de leur entourage¹⁰. Dans ces milieux sociaux, tout et autant que dans d'autres univers, les groupes primaires exercent des effets d'influence et de conformation.

8. F., 69 ans, diplôme en « Affaires publiques » (Harvard), inactive, mari médecin, 1 enfant, Paris.

9. Katz (E.), Lazarsfeld (P.), *Personal Influence*, New York, Free Press, 1955

10. Bobba (G.), Jazsczyk (K.), Rambour (M.), « L'Europe par bribes. Moyens, éléments et sentiments d'information », in Gaxie (D.) et alii., dir., *L'Europe des européens*, op. cit., p. 189-210.

« Qu'est-ce qui a motivé votre vote pour le non au projet de traité constitutionnel européen ? Il y avait aussi l'influence de mes amis aussi de gauche, de l'association [les flamands roses, association gay dont il est un militant actif]... et puis j'hébergeais un copain à cette époque-là qui est militant LCR, qui m'a beaucoup parlé de la Constitution et qui m'a plus ou moins convaincu, bon il y avait tout un contexte¹¹. »

L'entourage et ses sollicitations contribuent également à produire des effets d'actualisation d'un intérêt et d'une attention qui, dans ces milieux-là, peuvent être aussi intermittents ou à éclipses¹² et/ou viennent renforcer les effets de mobilisations institutionnelles ou politiques et les sollicitations de l'offre politique. Si les univers d'existence structurés par la dotation et le poids relatif du capital culturel disposent à l'intérêt pour la politique en le constituant en obligation statutaire, cette obligation est quotidiennement et concrètement actualisée dans l'entourage (recommencer à acheter la presse parce que ses enfants entreprennent des études supérieures, avoir des échanges politiques récurrents avec un membre de sa famille, parler politique avec ses collègues à la cantine). Enfin, dans des univers où la démarcation et la recherche de la singularité contribuent à définir le capital symbolique des enquêtés, les influences de l'entourage participent à la fabrication du point de vue, soit pour s'en démarquer, soit parce qu'elles soutiennent la construction d'une opinion originale ou singulière, qui sera ensuite investie sur divers « marchés » de conversations politiques (dont l'entretien).

11. H., 45 ans, DUT, chimiste, père ouvrier, célibataire, Lille.

12. Gaxie (D.), « Au-delà des apparences... Sur quelques problèmes de mesures des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 81-82, 1990, p. 97-112.

Les sollicitations à propos de l'Europe, parce qu'elles privent nombre de ces enquêtés de leurs ressources habituelles et les laissent démunis pour faire face à la situation d'enquête, sont pour la plupart relativement coûteuses. Le désarroi qu'ils expriment est révélateur des micro-stratégies de domination politique ordinaire, que soulignent plus encore ceux qui, dotés des diverses formes de crédit nécessaires pour s'acquitter du prix à payer pour parler d'Europe, manifestent par l'ostentation de leur compétence la revendication à l'exercice des formes de domination politique, comme la concurrence qui oppose des fractions de dominants.

Les transformations de la domination

Un autre découplage concerne en effet les différences entre les plus politisés et ceux qui le sont moins. Parler d'Europe peut parfois apparaître comme une ressource plus souvent investie par ceux qui sont plus faiblement disposés à la politique et qui, par l'ostentation de ressources spécifiques, retrouvent des manières de « tenir leur rang » sur des marchés de conversations politiques sur lesquels ils étaient antérieurement dominés lorsqu'il s'agissait d'épreuves associées aux activités politiques. Ainsi un certain nombre d'enquêtés issus des fractions davantage dotées en ressources économiques, absents des principales conjonctures de fortes mobilisations politiques, sans socialisation ou culture politiques, ayant suivi des études où les connaissances techniques et spécialisées importent davantage que la culture générale et humaniste, et qui, pour ces différentes raisons, ont durablement entretenu un rapport dominé aux questions politiques, peuvent être beaucoup plus compétents lorsqu'il s'agit de parler d'Europe. Leurs ressources spécifiques

conférées par une plus grande maîtrise de l'espace, acquises dans leurs carrières professionnelles, des expériences de voyage et un capital linguistique plus développé, contribuent à développer leur sentiment de compétence sur l'Europe. Ainsi Quentin, ingénieur optique de 47 ans, et militant PS qui avoue que la politique « ne l'intéresse pas trop en fait », se montre hyper enthousiaste dès qu'il s'agit de parler d'Europe : « J'ai trouvé cela formidable qu'il y ait un tel engouement, c'est-à-dire des amis, dans mon boulot par exemple, comme on s'absent, en général, de parler de politique [...] J'ai trouvé ça super !

Ça veut dire que maintenant, à l'heure d'aujourd'hui, tu ne parles pas de politique avec tes collègues ?

Non, c'est vrai qu'il n'y a pas d'autre... enfin, y'a pas eu d'autres enjeux comme celui-là. »

Pour ces enquêtes, les profits symboliques anticipés à pouvoir « parler d'Europe » ne sont pas les mêmes que ceux qui conduisent à parler de politique de façon plus générale. L'hypothèse que l'on peut alors formuler est que les stratégies de distinction (ou d'ostentation du dégoût) liées à l'Europe sont différentes des stratégies d'affirmation de soi (ou d'ostentation du dégoût) liées à la politique. L'Europe (en parler, en discuter, y être favorable, s'y intéresser, et faire cela *davantage* que pour la politique nationale) contribue à l'affirmation d'une identité stratégique, liée à la détention et à l'ostentation de formes d'investissement du capital politique et culturel qui sollicitent davantage l'espace, et qui sont en concurrence avec les formes plus classiques de capital culturel et politique, constituées dans le temps et dans un rapport au temps¹³.

Ces différents découplages obligent à poursuivre l'analyse et à formuler l'hypothèse d'une transformation progressive des formes d'exercice de la compétence politique, en insistant davantage sur sa dimension de pratique culturelle. En regardant deux configurations particulières, celle des années 1970 et celle des années 2000, force est de constater la nécessité d'historiciser la notion de compétence politique, et des contenus et des savoirs qui en relèvent. Ce qui était valorisé comme compétence politique dans les années 1970 (militariser, parler politique, s'intéresser aux débats et aux informations généralistes, etc.) n'est plus au cœur des postures socialement requises dans un grand nombre de situations sociales ou d'institutions (e.g. scolaires, académiques, culturelles, voire politiques) désormais dominantes. La configuration ultérieure va en effet défaire les formes antérieures de compétence pour installer des formes nouvelles de discours sur la politique. Maîtrise de l'international, mise en forme technique des problèmes, prédilection pour l'économie et le langage gestionnaire forment aujourd'hui le contenu des savoirs qui permet de maîtriser et de faire valoir le langage d'autorité au fondement du pouvoir symbolique qui autorise l'exercice de la domination. Une forme renouvelée de la « compétence politique » apparaît, qui fait vieillir son acception antérieure. Si elle est indexée à la dédifférenciation de l'offre politique, c'est dans les transformations du capital culturel, de ses modes de constitution, d'actualisation, d'investissement et de rendement, qu'il s'agit aussi d'en chercher les raisons. Au-delà d'une dimension proprement cognitive, les entretiens montrent une forme de dissolution du caractère statutaire de la compétence « historique » ou, pour le dire autrement, de sa propension à être un marqueur statutaire des classes éduquées et

13. Sur cette distinction espace/temps, on renvoie à Coulangéon (Ph.), *Les métamorphoses de la distinction. Inégalités culturelles dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Grasset, 2011.

cultivées et à déterminer un grand nombre de styles de vie pour lesquels elle est centrale ; le caractère de plus en plus restreint et circonscrit des espaces dans lesquels elle est susceptible d'exercer des effets de domination ; et *in fine* la moindre valorisation sociale des styles de vie qui l'investissent en association avec une forme de capital culturel autonome¹⁴.

S'opère ainsi une remise en cause du capital culturel défini par/dans son « autonomie » dans la structuration et l'affirmation d'un pouvoir symbolique et, partant, toute la structure de la domination comme l'économie des relations que cette structure sous-tendait¹⁵. Les « dominants des dominants » peuvent aujourd'hui exercer leur domination à partir d'un capital culturel spécifique, plus dépendant du capital économique et davantage indexé à la maîtrise de l'espace. Ce capital culturel transformé se diffuse et s'impose aux secteurs de la vie sociale antérieurement structurés par l'autonomie du capital culturel. C'est alors la capacité de résistance, fondée sur l'autonomie de ce capital culturel et sa capacité à être opposé/imposé aux plus dominants des dominants qui est remise en cause. Mais de façon plus ambiguë, est également en question la capacité à exercer des formes de domination, d'autorité ou d'encadrement ordinaire, qui parce qu'elles avaient aussi pour principe des positions homologues dominées concouraient à des formes de solidarité inter-classistes, articulées par la critique (des inégalités) sociale(s) et à visée émancipatrice. Au regard des transformations à l'œuvre actuellement à gauche, entre perte du langage critique et raidissement sur les formes les plus nationales du capital culturel transfigurées

en « identité », ce n'est sans doute pas au moindre coût et le moindre des coûts de cette dissolution. ■

14. Bourdieu (P.), *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992

15. Bourdieu (P.), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1978.